

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



Éditorial

PLUS QUE JAMAIS LA RÉPUBLIQUE !

L'abdication d'Albert II a quelque chose de symbolique. Elle se produit dans un moment où le système capitaliste prend l'eau de toute part. Elle a lieu le jour même où un président d'une république souveraine est obligé de survoler pendant 4 heures le ciel européen et d'atterrir en urgence parce que les autorités de 4 pays, soumises aux ordres de l'administration américaine, lui refusent de traverser leurs espaces aériens respectifs. Rarement l'histoire politique internationale a connu une telle absence de dignité et même d'amour propre de la part de gouvernements. La raison de cette opération de séquestre aérien est en elle-même révélatrice : le Président Obama craignait que le jeune Edward Snowden, le révélateur des nauséabondes pratiques de son administration, puisse échapper à la vindicte revancharde du prix Nobel de la « paix ».

À noter que ce scandale arrive quelques jours après que ces mêmes pays aient poussé des cris d'orfraies, protestant parce que leur « supérieur » résidant à la Maison blanche les avait mis sur écoute. Ils avaient alors menacé, feignant l'indignation, de retarder l'ouverture des négociations sur le Marché Atlantique en signe de protestation. Il a suffi alors que Mme Merkel et Monsieur Barroso, les provinciaux européens de Monsieur Obama, rappellent à l'ordre ces élèves habituellement dociles pour que tout rentre dans l'ordre et que les dites négociations commencent sans tarder.

C'est donc à ce moment que la monarchie belge donne des signes d'essoufflement et commence à trembler. L'abdication d'Albert II reflète bien plus que la fatigue d'un homme ; elle est aussi celle d'une caste et d'un système qui a besoin de récupérer un peu de crédibilité

L'invité du DR :
À bâtons rompus avec
Jean Verstappen

François D'Agostino
Thierry Verhoeven
Robert Tangre
Dossier Dexia

Thierry Pignolet
Carnets d'Amérique latine

Marina Heukmes
les fausses mesures pour
l'emploi

Vladimir Caller
L'euro: stop ou encore ?

Serge Luchet
Les CPAS en danger

pour poursuivre ses pratiques antisociales. C'est ainsi qu'elle coïncide avec la présentation du nouveau budget qui consacre les choix favorables au patronat de l'actuel gouvernement.

Pour nous communistes, c'est l'occasion de revenir à l'une de nos sources les plus chères et une bataille inachevée dont 'noss' Julien fut le plus grand héraut. En souvenir des populations africaines victimes d'un des génocides le plus ignobles de l'histoire humaine et dont la famille royale tira la source de ses richesses et de son pouvoir ; en souvenir des résistants à l'occupation nazie – résistance dans laquelle les nôtres eurent une place d'honneur, contrairement au père de l'actuel monarque – et en cohérence avec nos convictions démocratiques, nous appelons les travailleurs et l'opinion progressiste à faire de l'abdication d'Albert II l'occasion d'un véritable sursaut démocratique en réclamant l'élection d'un président élu au suffrage universel.

vc

À bâtons rompus avec Jean Verstappen

A 17 ans il organise un groupe de copains du lycée pour aller manifester et déposer des gerbes devant la colonne du Congrès à Bruxelles, comme geste symbolique d'insoumission contre l'occupant allemand. C'était le 11 novembre 1940. Quatre ans plus tard, après avoir rejoint plusieurs maquis, il finit la guerre comme combattant volontaire dans les troupes de la III^e Armée américaine du Général Patton en Allemagne. Agé aujourd'hui de 90 ans et malvoyant, Jean Verstappen n'a rien perdu de son esprit militant et dénonciateur et encore moins de sa lucidité pour regarder le monde tel qu'il va.

Dès la fin de la guerre, le repos ne l'attendant pas, il participe au lancement de plusieurs initiatives de paix et de solidarité avec les peuples en lutte, en particulier avec ceux du tiers monde qui se battent contre le colonialisme et il devient, presque en même temps, fondateur de l'Association Belgique-Vietnam et membre de la Présidence du Conseil Mondial de la Paix. Ces engagements militants ne l'empêchent pas, bien au contraire, de maintenir un regard attentif et studieux sur les évolutions du monde. Ainsi, avec une lucidité remarquable, il prévoit en quelque sorte, déjà en 1989, la crise que nous vivons de nos jours. « *Actuellement le dit complexe militaro-industriel est devenu, écrivait-il alors en parlant de la situation économique internationale, complexe militaro-financier et industriel. En effet, le capital financier occidental et spécialement américain, s'est investi de plus en*

plus dans la recherche militaire et l'industrie de guerre. (...) Les magnats financiers jouent sur deux tableaux. Les dépenses militaires sont dans une grande mesure à l'origine des déficits budgétaires et comme ce déficit est financé par des prêts des banques, celles-ci touchent en surplus les intérêts payés par l'État. En fait la collectivité paye d'abord la facture des armes et ensuite les intérêts des créances des banques..(..) les travailleurs payent deux fois et les banques perçoivent deux fois de plantureux bénéfices »¹.

Notre journal s'honore d'accueillir dans ses pages ce résistant de toujours pour faire avec lui, avec sa richissime expérience, une promenade dans l'histoire récente.

Le Drapeau Rouge.- Quel est votre regard sur le monde d'aujourd'hui ?

Jean Verstappen.- Contrairement aux apparences, je pense que nous vivons une crise sciemment organisée de manière à assurer définitivement, et si possible irréversiblement, la domination de la planète par des grands groupes financiers. Bien entendu, les mécanismes propres à l'irrationalité du système capitaliste se trouvent à l'origine (je parlais dans l'article que vous citez de la contradiction, propre au système, provoquée par une plus-value qui engendre une sous-consommation pour les populations et une surproduction pour les capitalistes), mais l'interventionnisme politique, en particulier celui du binôme Reagan-Thatcher a joué un rôle majeur dans son orchestration. Ils ont compris que pour installer un pouvoir sans partage du capital financier il fallait d'un côté chercher à anéantir le camp socialiste, et en particulier l'URSS, tout en préparant l'affaiblissement des États y compris ceux de ses alliés. Dans cette

fonction, les banques dirigées conjointement par Wall Street et la City de Londres ont joué le rôle de pompes aspirantes.

Le DR.- On peut comprendre aisément que le capitalisme international ait eu comme objectif l'anéantissement de l'URSS et du camp socialiste mais pourquoi celui d'affaiblir les États y compris des États capitalistes ?

J V.- Parce que les grands groupes financiers ont besoin de limiter au maximum les structures étatiques pour gagner en puissance et avoir le moins de contraintes possibles dans leurs activités de prédation. Cela a été la fonction des concertations internationales telles que la

Commission Trilatérale et le Groupe de Bilderberg dont l'objectif a été de gérer le transfert du pouvoir des États en faveur des grandes multinationales. La généralisation massive des privatisations que l'on observe partout dans le monde n'est que le reflet de ce processus.

Le DR.- Le dépérissement de l'État annoncé et voulu par Marx serait dont l'œuvre des multinationales et non pas du prolétariat ? Et quid alors des processus comme celui de l'intégration européenne ? Ne pourrait-elle pas représenter une force de résistance ou de contre-pouvoir à cette dynamique ?

J V.- En effet, c'est le grand capital financier qui façonne le nouveau profil des États. Quant à l'intégration européenne,



1. La tyrannie de l'espace nous oblige à citer cette analyse en raccourci. Nous ne pouvons que recommander sa lecture « *Pourquoi des guerres ?* » Edition spéciale de « *Rencontres pour la paix* » ; Janvier/Mars 1988.

j'ai cru à un certain moment qu'elle pouvait constituer une sorte d'alternative, de contre-pouvoir ou pour le moins de neutralité à la toute puissance de l'empire américain mais force est de constater qu'elle a été submergée par cette puissance et ne fait qu'accompagner assez docilement les injonctions des grands groupes qui contrôlent l'économie occidentale. La démonstration la plus explicite est donnée par Barroso, le dirigeant le plus atlantiste qu'ait connu une institution européenne et qui est occupé aujourd'hui à organiser le grand marché transatlantique. L'Union européenne est devenue le bras économique de l'OTAN. Bien entendu, dans cette nouvelle configuration géopolitique la disparition de l'URSS a joué un rôle décisif. Pour le grand capital cette absence signifiait la fin de toute retenue. On n'avait plus à craindre ni dans le domaine politique international ni dans celui des politiques sociales ce que représentait le socialisme réel comme alternative pour les peuples et comme risque pour le système. On l'a vu très vite dans le sort des négociations pour la paix également.

Le DR.- En quoi cette disparition qui a eu lieu il y a une vingtaine d'années est elle encore d'actualité ?

J V.- Il faut bien avoir dans l'esprit que nous vivons la deuxième guerre de 100 ans. Elle a commencé il y a presque un siècle lorsqu'une série de puissances occidentales, dont la Belgique, ont décidé d'aider l'armée tsariste dans sa guerre contre l'Armée rouge de la très jeune République soviétique. Il fallait l'extirper, comme le préconisait le Maréchal Foch en 1918 en disant que « le seul moyen de sauver l'Europe est une campagne commune de toutes les armées européennes contre Moscou ». Ce fut le cas aussi de Winston Churchill lorsqu'il déclarait que le bolchévisme « n'est pas une doctrine ; c'est une maladie. Ce n'est pas une création ; c'est une infection ». Hitler l'avait très bien compris. Sa guerre fut essentiellement une guerre contre le bolchévisme.

Le DR.- Sauf qu'il ne l'a peut-être pas très bien entamée ? Ne croyez-vous pas qu'il a commis une énorme erreur en attaquant militairement l'Occident avant d'attaquer l'URSS ? Si au contraire Hitler avait commencé par attaquer l'URSS, ne

croyez-vous pas qu'il aurait pu emporter le soutien d'une bourgeoisie occidentale moins regardante sur la nature du régime hitlérien pourvu qu'il s'occupât de mettre en pratique le plan de Foch pour « sauver l'Europe » ?

J V.- Je ne sais pas. Vous avez peut-être raison en effet. Churchill, Wall Street et le grand patronat français, entre autres, n'auraient pas vu d'un mauvais œil l'affaiblissement et la défaite de l'URSS. La nature même de la guerre aurait été différente. D'ailleurs, la fameuse visite secrète de Rudolf Hess à Londres pendant la guerre avait sûrement l'intention d'associer l'Occident bourgeois au Nazisme pour combattre l'Union Soviétique. Hess était peut-être plus rationnel qu'Hitler. De toute façon, l'histoire nous montre que des erreurs de direction politique peuvent être déterminantes pour changer le cours des événements. L'Union Soviétique, après avoir vaincu de manière si héroïque les troupes hitlériennes a commis aussi de graves erreurs qui lui ont coûté son existence.

Le DR.- À quoi faites-vous référence ?

J V.- Je me limiterai à un fait qui a été, à mon avis essentiel. Celui d'être tombé dans le piège de la course aux armements à outrance lancée par le complexe militaro-financier-industriel des États-Unis, en particulier sous la Présidence Reagan. À ce moment l'URSS a décidé de suivre, pas à pas, cette course et opté pour un choix militariste au lieu d'un choix politique, avec de très graves conséquences, y compris économiques. Aux États-Unis l'industrie de l'armement est essentiellement privée et en conséquence elle fait appel aux investissements privés. Elle paie des taxes à l'État. Elle dynamise l'économie. Dans un pays socialiste comme l'URSS elle fait partie du secteur public. L'argent utilisé pour fabriquer des fusées est un argent non utilisé pour l'éducation, le logement, la santé. Ce fut aussi un énorme gâchis en

termes d'image devant l'opinion publique. L'URSS ne se différençait pas beaucoup, dans ce domaine, de la politique d'armement occidentale. Cette politique de compétition d'hégémonie militaire a été, à mon avis, un des facteurs qui a joué un rôle important dans la naissance et le développement de l'eurocommunisme. Notez aussi que les communistes allemands avaient fait des remarques importantes aux Soviétiques à ce propos, sans être entendus. Ils estimaient que la politique d'armement ne devait pas être symétrique entre les deux superpuissances.



Le DR.- Pourtant ce n'est pas seulement dans la course aux armements que l'URSS a essayé de se mettre en compétition avec l'Occident.

J V.- C'est exact. Ce fut le cas aussi dans la course à la consommation, imitant dans une certaine mesure les critères occidentaux. Ce fut particulièrement vrai lorsque Khrouchtchev rêvait de dépasser les standards de « bien-être » des États-Unis. Cette politique conduisit à un productivisme effréné avec des conséquences dommageables pour la nature et l'économie du pays. Or le facteur humain peut – et devrait – avoir un traitement différencié dans un système socialiste.

Le DR.- Marqué par votre expérience de la guerre, la lutte pour la paix a été une de vos grandes et permanentes batail-

les. Quels ont été les grands moments que vous avez retenus de ces efforts et que vous inspire aujourd'hui la situation mondiale à cet égard ?

J V.- En effet, je me suis investi de manière peut-être un peu têtue dans la question de la paix, dans la lutte contre les projets et politiques militaristes, dans la conviction de contribuer à éviter des

conflagrations. Un moment important fut lorsque nous avons organisé, en 1969 à Vienne, une conférence du Conseil Mondial de la Paix en vue de préparer un projet de « modus vivendi » pacifique entre les nations, et en particulier entre les grandes puissances d'alors. La participation belge fut importante avec des personnalités comme, entre autres, le chanoine Goor, le dirigeant socialiste André Léonard et Jean Terfve pour le Parti communiste. C'est ainsi que fut créé le Comité International de Sécurité et de Coopération en Europe.

Les travaux entrepris lors de ses réunions furent fort utiles pour la préparation de la Conférence d'Helsinki qui eut lieu de 1973 à 1975 et dont les accords conduisaient à des politiques de relations internationales fondées sur la coopération au lieu de la confrontation. Un volet très important concernait les politiques de désarmement en particulier en matière d'engins nucléaires. Les Accords d'Helsinki ont représenté à mon avis un moment où les rapports de force avaient réussi à contenir les tendances les plus agressives des gouvernements

occidentaux. Si les principes, la philosophie et les Accords d'Helsinki avaient été respectés, nous ne serions pas là aujourd'hui.

Le DR.- Mais justement, que dire aujourd'hui des guerres en cours ?

Que pensez-vous de la guerre en Syrie par exemple ?

J V.- Ce qui se passe en Syrie n'est que la confirmation de

ce que je vous disais au commencement de cet entretien. Nous vivons une entreprise de destruction des nations, de reconstructions géopolitiques. Les théories, plus exactement les revendications humanitaires ne sont qu'un prétexte, un instrument pour mettre en pratique ces politiques. Prétexte et piège dans lesquels hélas, une partie importante de la gauche marxiste est tombée. L'Irak, la Libye, la Syrie étaient les trois seuls États laïcs ou, pour le moins, non soumis à l'hégémonie d'un islam obscurantiste dans la région. Encore moins acceptable pour les impérialistes : ils étaient des régimes nationalistes et le nationalisme est impardonnable surtout lorsqu'on a du pétrole. La politique américaine du Président Obama consiste à favoriser l'émergence d'alliances avec un néo-islamisme-libéral dont la Turquie est grosso-modo le modèle. Ce projet promotionné par le Pentagone avec le soutien de l'Otan et de la social-démocratie européenne est aussi celui d'Israël, protagoniste discret mais incontournable des événements dans cette région du monde. À noter pourtant un certain recul de l'Allemagne, pays dont la tradi-

tionnelle arrogance la pousse à toujours essayer de se distinguer. C'est aussi l'occasion d'un retour du rôle actif de la Russie. Pays vilipendé en permanence pour des raisons de droit humanitaire. En l'occurrence, la Maison Blanche ne se console toujours pas d'avoir perdu la docilité d'un Gorbatchev ou d'un Eltsine au Kremlin. Les droits de l'homme sont souvent invoqués par certaines puissances pour masquer l'intention de décrédibiliser un régime qui leur est moins soumis. Sur ce plan, l'importance qu'a pris la communication, la propagande médiatique est énorme.

Le DR.- N'en a-t-il pas toujours été ainsi ?

J V.- Oui toujours bien sûr, mais jamais, me semble-t-il, au point où nous sommes arrivés aujourd'hui. Limitons nous à ce qui se passe en Syrie actuellement par exemple. Avez-vous vu dans les médias des photos ou des informations sur des manifestations massives des gens soutenant le Président Assad ? Pourtant, elles aussi existent. Voyez-vous le déferlement des accusations, pas toujours sérieusement confirmés, bien au contraire, de l'utilisation qu'il ferait des armes chimiques ? Bien entendu, je ne prétends pas nier le caractère dictatorial de son régime, en particulier lorsque Hafez el-Assad était au pouvoir ni nier l'existence d'une opposition très importante et pas seulement islamiste. Mais désinformer, mentir, c'est la meilleure manière de façonner les opinions publiques pour préparer les guerres et les faire accepter. D'où l'importance d'une presse alternative comme le DR que j'ai tant diffusé lors de mes années de militant. ■

Propos recueillis par Vladimir Caller

Vous êtes intéressé par l'histoire du communisme en Belgique ? Vous avez des archives relatives au mouvement ouvrier et ne savez qu'en faire ?

Les **ARCHIVES COMMUNISTES** (CARCoB asbl) sont là pour vous répondre.

Depuis 1996, le CARCoB accueille chercheurs, étudiants ou passionnés et leur ouvre ses 2 kms de collections.

Contactez-nous :

CARCoB, 33, r. de la Caserne,
B-1000 Bruxelles,
Tél.: 02 513 61 99
carcob@skynet.be
<http://www.carcob.eu>

Heures d'ouverture (sur rendez-vous) :
du lundi au samedi, de 10 à 16 heures.

Dexia : Serpents marins et couleuvres à avaler

François D'Agostino

Tel un serpent marin légendaire, le « cas Dexia » ne cesse de resurgir épisodiquement dans les gros titres, alimentant débats et querelles d'experts, avant de sombrer à nouveau dans les profondeurs des pages intérieures de la presse spécialisée, sans alarmer outre-mesure les citoyens et (mais là, ce n'est qu'une impression) les dirigeants du pays, jusqu'au rebondissement suivant...

Notre but ici n'est pas de fournir une analyse détaillée de la situation dans laquelle l'État belge s'est fourré en renflouant de manière totalement inconsidérée ce véritable gouffre sans fonds. Pour cela, nous renvoyons le lecteur à la suite de ce dossier, ainsi qu'à plusieurs travaux de Xavier Dupret, économiste et chercheur au Gresea, qui a abondamment évoqué le sujet¹. Mais un survol de quelques arguments avan-

cés pour justifier l'attitude du gouvernement et leur passage au crible de la critique, étayée par les analyses évoquées plus haut, ne nous semble pas être de trop pour démonter la doxa libérale susurrée ou bombardée à longueur de temps.

Un des arguments avancés par le gouvernement belge (et d'autres au sein de l'Union) pour justifier les interventions multiples en faveur de Dexia depuis 2008 jusqu'à la nationalisation de fait de Dexia Banque Belgique en décembre 2011, a été celui de l'« investissement » rationnel. Ajoutez à cela la menace d'une plongée dans une situation analogue à la crise des années trente et la nécessité d'empêcher un « gel du crédit », et vous obtenez toutes les bonnes raisons pour l'honnête contribuable de mordre à l'hameçon. Mais à y regarder les faits de plus près, on observe rapidement les failles du discours.

En ce qui concerne la question du gel du crédit, Xavier Dupret démontre aisément que l'argument ne résiste pas à une analyse rapide. Pour toute la zone euro, cures d'austérité, réductions de la dette publiques et sauvetages de banques inclus, on observait en décembre 2011 une chute de 37 milliards d'euros des prêts à l'industrie. Du jamais vu. Difficile dès lors d'agiter le spectre d'un

de grande ampleur. Dépréciations des actifs, reprise des actions sans contrepartie pour les actionnaires, etc. Oh, ce n'est peut être pas le Grand Soir, mais si le gouvernement belge avait opté pour de telles mesures en 2011, le rachat lui aurait coûté 500 millions d'euros. Pas 4 milliards. En ces temps d'austérité généralisée, de TSCG, two-pack, six-pack et j'en passe, et alors que les différentes

conquêtes du mouvement ouvrier, comme les allocations de chômage, font les frais de mesures drastiques, l'économie aurait fait peser un peu moins de poids sur les épaules déjà plus très vaillantes des travailleurs et allocataires sociaux, mais sur le Capital. C'est entendu. On peut toujours rêver...

Deux exemples brefs, mais qui ont le mérite d'illustrer la collusion profonde de l'appareil d'État avec le secteur bancaire. N'oublions pas les enseignements de Lénine sur la véritable nature de

l'État bourgeois, quand même ! Et n'ayons pas la naïveté de croire que, dans les conditions actuelles, les protestations indignées auront quelque effet que ce soit sur nos dirigeants, que ce soit au niveau régional, fédéral ou européen. Cela vaut pour l'aide apportée aux banques, mais aussi pour d'autres secteurs. Enfin, osons remettre en question le dogme européiste béat, qui, même à « gauche de la gauche », voudrait que toute initiative de gauche visant à sortir du carcan de l'euro, voire de l'Union, soit un horrible pas vers le nationalisme le plus étroit, alors qu'il n'est question que de souveraineté populaire... ■

POUR SORTIR DE LA CRISE, LE GOUVERNEMENT PRÉCONISE...

UN GANT DE VELOURS
POUR LES BANQUIERS



éventuel gel du crédit que l'on pourrait éviter, alors qu'il s'est déjà très concrètement manifesté. Et à la manière d'un Godzilla plutôt que d'un discret esprit frappeur.

Niveau « investissement en bon père de famille », on repassera. Le gouvernement a signé un chèque en blanc, comme ça, sans rien restructurer, sans garanties. J'imagine le dialogue avec le libéral de base. Un geste sympathique, me dira-t-il. « Que dis-je sympa ? Sauveteur ! D'intérêt public ! Et puis quoi ? Que voudriez-vous ? Qu'on demande des comptes ? Mais qu'est-ce que vous êtes ? Une sorte de communiste ? Ce serait du jamais-vu ». En fait, ça s'est déjà fait. Divers pays scandinaves, pas spécialement connus pour être des bastions du bolchévisme, en ont fait l'expérience dans les années 90, et ont procédé à une restructuration du paysage bancaire local, suite à une crise régionale

1. Dupret X., *Dexia. Vogue la galère...*, janvier 2013, disponible sur le site de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte (www.acjj.be). Dupret X., *Et si nous laissions les banques faire faillite ?* 22 Août 2012, sur le site du Gresea, ou encore, du même auteur, *La Belgique endettée. Mécanismes et conséquences de la dette publique*, éditions Couleur Livres, 2012.

Dexia, la désaxée

Thierry Verhoeven

Combien de temps allons-nous encore payer pour ce qui reste de la banque Dexia et ses produits financiers pourris ? Il en reste pour plus de 260 milliards d'euros, pourris ou de toute façon presque invendables. Dexia annonce qu'elle sera en perte au moins jusqu'en 2018. Et pour en finir avec Dexia, son président annonce qu'il faudra attendre... 2076 !

Dopé par la libéralisation des capitaux, le marché unique européen, la perspective de la monnaie unique, le Crédit communal de Belgique et le Crédit local de France fusionnent en 1996. Ils créent la société anonyme DeXia. Les deux banques sont spécialisées dans les prêts aux communes. Le Crédit communal est aussi une grande banque de dépôt. Les dirigeants sont ambitieux. Rien que le nom déjà : DeXia ? Lisez : dextérité, expertise et fiabilité. Sans rire, c'est ce que Dexia veut dire avec, en plus, un grand « X » pour donner le sérieux de la mathématique. Sérieuse DeXia ? Complètement désaxée et tragi-comique, oui !

Dextérité ?

L'argent des épargnants belges déposé dans Dexia Belgique sert à prêter aux collectivités territoriales françaises. Plus largement, Dexia emprunte à court terme sur le marché bancaire et prête à long terme aux pouvoirs locaux. Avec la différence des taux, c'est tout bénéfique pour les actionnaires. Et Dexia acquiert d'autres banques en Belgique et à l'étranger (Pays-Bas, États-Unis, Turquie...). En 2000, le bilan du groupe est de 253 milliards d'€. En 2008, il a plus que doublé : 651 milliards d'€ ! Dexia veut devenir la première banque mon-

diale de prêts aux pouvoirs locaux. Et ça marche ! Jusqu'en 2006... Mais Dexia est un géant avec peu de fonds propres et une politique d'achats très dangereuse.



Expertise ?

En 2006, c'est le début de l'effondrement du marché immobilier aux États-Unis. Une filiale américaine de Dexia, FSA est en difficulté. Elle est spécialisée dans les portefeuilles de prêts notamment immobiliers. Et en février 2008, Dexia doit injecter 500 millions de dollars pour sauver FSA. En juin 2008, elle ouvre encore à FSA une ligne de crédit de 5 milliards d'€ ! Avec l'éclatement de la crise dite des « subprimes », Dexia est au bord de la faillite. Elle a des produits financiers toxiques et elle ne peut plus emprunter à court terme vu le blocage du marché interbancaire. Dexia est un groupe franco-belge. La France et la Belgique sauvent Dexia. On trouve un accord pour recapitaliser Dexia. Il coûte

6,4 milliards d'€ ! La France paie 3 milliards, le Luxembourg, 400 millions (il y a une filiale Dexia-Luxembourg) et la Belgique paie 3 milliards : un milliard de l'État fédéral, un milliard des trois Régions et le reste de grands actionnaires de Dexia dont les communes qui versent 500 millions.

Les États apportent aussi leurs garanties si Dexia ne peut plus payer ses prêts. Soit 150 milliards. La Belgique garantit plus de 60% de la somme ; la France : 36,5% et le Luxembourg : 3%. Les responsables politiques et bancaires l'affirment : tout va rentrer dans l'ordre, Dexia, relancée, va rééquilibrer ses comptes et avoir des pratiques moins douteuses... Fin 2011, c'est la crise de la dette publique en Grèce et dans d'autres pays d'Europe. Dexia est à nouveau au bord de la faillite. Depuis 2008, elle a toujours ses produits financiers pourris et n'a pas amélioré ses pratiques. En plus, elle a acheté beaucoup de dettes grecques. Dexia avait pour environ 4,5 milliards d'euros de titres grecs... Surtout achetés après 2008 ! La Belgique, la France et le Luxembourg sauvent encore Dexia. Cette fois, on démantèle le groupe.

On sépare ce qui est sain de ce qui est pourri. Ainsi, la Belgique achète Dexia Banque Belgique pour 4 milliards d'euros. Elle s'appelle maintenant Belfius. Ce qui est pourri est mis dans une banque Dexia appelée *bad bank*. Cette mauvaise banque reçoit les produits financiers toxiques et doit essayer de les revendre... Mais il faut garantir ces produits toxiques. La France garantit 33 milliards, environ 2 % de son PIB. Et la Belgique ? 54,45 milliards d'euros, environ 15% de son Produit intérieur brut (PIB) ! Ces garanties sont des pertes possibles. Et 54,45 milliards, c'est 5 fois plus que toutes les allocations de chômage versées par an en Belgique !

Autre exemple de perte possible. Le seul État fédéral belge achète, le 3 octobre 2008, 112 millions d'actions Dexia pour sauver la banque au prix unitaire d'environ 9 €⁽¹⁾. Le 18 juin 2013, le prix de l'action

suite page 7

Le Crédit Communal, une gentille petite banque belge

Robert Tangre

On lui faisait confiance, elle était garantie par l'État belge car elle ne jouait pas à la bourse. Elle voulait répondre aux demandes des particuliers, travailleurs qui plaçaient leur argent pour acheter une petite voiture ou économiser pour obtenir un fonds bancaire suffisant pour construire une maison et obtenir un taux d'emprunt avantageux.

La banque publique prêtait aux communes et autres collectivités territoriales de l'argent frais pour construire des écoles, des routes, un bassin de natation,...

De plus, le Crédit Communal de Belgique était chargé d'une mission de conseil et de contrôle auprès des communes entreprenant des investissements publics. Une convention avec le maître d'ouvrage fut signée en décembre 1974.

La petite banque était bien replète, les fonds qu'elle gérait étaient alléchants, c'est alors que les prétendants se présentèrent nombreux pour des épousailles.

En 1997, un mariage fut conclut suite à une alliance avec le Crédit communal de France. La petite banque devenue société anonyme sous la pression de son époux conservait certes les épargnes publiques et privées mais se fit de plus en plus mégalomane : se faire coter en bourse, s'empiffrer par le rachat de nom-

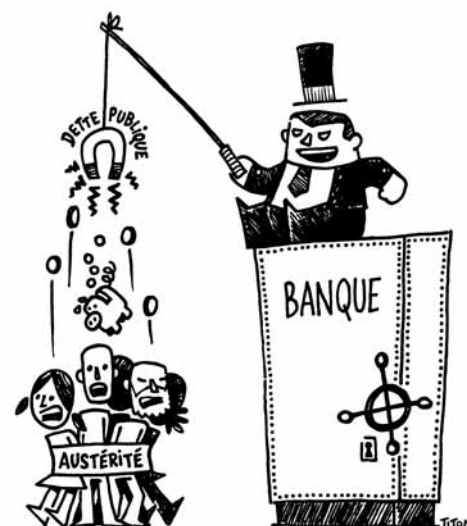
breux concurrents à travers le monde. En somme, elle joua à la grenouille qui voulait se faire plus grosse que le bœuf.

La crise éclata en 1998, car son appétit gargantuesque la mena à sa perte. Morte est Dexia et par conséquent notre bon vieux Crédit communal de Belgique, qui en bon père de famille gérait les fonds que vous lui prêtiez, le tout avec la complicité des partis politiques qui ont privilégié la privatisation et les acquisitions risquées.

Jusqu'à cette date, la banque devenue Dexia prêtait de l'argent à un taux réduit aux collectivités publiques. Elle avait la confiance de nos villes et communes qui étaient toutes actionnaires et touchaient fin de chaque année le fruit de leurs dividendes. Ce pactole lié au nombre de parts que possédait une commune pouvait être très important et permettait la réalisation d'investissements nouveaux.

L'époque des vaches maigres allait commencer : les dividendes diminuèrent puis disparurent. Fin de la généreuse manne qui apportait un peu d'air frais aux comptes communaux.

De nombreuses communes toutefois ont participé naïvement en 2008 au sauvetage de Dexia appâtées par les 13 % de dividendes que leur faisait miroiter une



banque faillie. Ces rares communes seront aujourd'hui lésées et ne retrouveront pas les fonds qu'elles ont versés pour sauver Dexia.

Cette triste aventure se termine par la remise à flot de nos finances publiques et une nouvelle société a été créée, Belvius. Cher payé, n'est-ce pas ?

Pendant ce temps, des gens comme Dehaene représentant l'État belge au sein de la direction de Dexia peuvent continuer à dormir sur leurs deux oreilles. Ils ne seront jamais cités en justice, pas même la visite d'un huissier de justice venant réclamer les 30 centimes dus par une amie. ■

suite de la page 6, « Dexia la désaxée »

de ce qui reste du groupe Dexia (de la *bad bank*) est de 0,03 €... Une perte potentielle de presque 10 milliards d'euros ! Et en pertes nettes ? En janvier 2012, le patron du groupe Dexia de 2008 à 2011, Pierre Mariani, a déclaré que le démantèlement de Dexia avait déjà coûté 20 milliards d'euros à la France, au Luxembourg et à la Belgique.

1. Eric Dor de IESEG School of Management (LEM-CNRS)
<http://lem.cnrs.fr/LinkClick.aspx?fileticket=DyuDMVUqVw%3D&tabid=1193&language=fr-FR>

Fiabilité ?

L'affaire Dexia montre une fois de plus que, sans contrôle, le système financier n'est pas fiable. Et on a supprimé tous les contrôles. La mondialisation de la finance au début des années 80, l'Acte unique européen en 1986, la perspective d'une monnaie unique dans les années 90, tout cela a dopé les combinaisons financières douteuses en Europe et dans le monde. Et quand il y a une crise, le remède est toujours le même : « privatisation des profits mais socialisation des pertes. » Et pour les banquiers qui ont fauté, il y a les parachutes dorés.

Plus grave sans doute, l'affaire Dexia montre le triste état de notre démocratie. Dans les sauvetages de Dexia, le gouvernement français et l'Élysée ont imposé les règles au gouvernement belge. C'est la Belgique et ses contribuables qui paient le plus alors que Dexia Belgique était en meilleure santé que Dexia France. Plus grave encore, le gouvernement belge n'a tenu compte ni du Parlement ni des Régions ni des communes pour prendre les décisions.

Privatisation des profits, socialisation des pertes et démocratie en perdition ! ■

Rassemblement du 29 mai à Namur : Non au Pacte scélérat !



socialistes ont voté « OUI » en faveur de ce traité d'austérité, des militants syndicaux (de la FGTB et de la CSC) et politiques de gauche, dont des militants de la Fédération de Charleroi du Parti Communiste, ainsi que des associations de citoyens inquiets, se sont retrouvés sous une pluie battante afin de faire connaître leur opinion aux élus régionaux. Une petite délégation, composée entre autres de syndicalistes, a été reçue par des élus des différents groupes représentés. À la sortie, le message ne pouvait être plus clair : PS, CDH, Ecolo et MR chantaient, avec des nuances plus ou moins importantes, les louanges de ce dispositif. Pour celles et ceux qui attendaient dans le froid et l'humidité, ce n'était guère une surprise. Le discours de Thierry Bodson, s'il mettait le doigt sur les effets concrets du pacte budgétaire, est toutefois resté fort conciliant dans ses conclusions. Mais la détermination est là, et, avec les autres progressistes opposés à « ce coup de force ultralibéral », le Parti Communiste continuera à informer, argumenter et faire pression pour que ce pacte scélérat ne passe pas ! ■

Le mercredi 29 mai, un rassemblement visant à protester contre la ratification du TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouver-

nance), actée par les différentes entités fédérées, se tenait devant le Parlement wallon à Namur. Quelques jours après la ratification au Sénat, où les mandataires

Rassemblement de Soutien aux travailleurs de l'ERT devant la RTBF Charleroi

Ce mercredi 26 juin, la FGTB Charleroi Sud-Hainaut a organisé un rassemblement devant les bureaux de la RTBF Charleroi, en soutien aux travailleurs et travailleuses de la radio et télévision publique grecque ERT ayant dû faire face à de grandes difficultés ces dernières semaines (arrêt du signal, licenciements massifs, etc.), ce qui n'a pas manqué de soulever une vague d'indignation et de protestation partout en Europe. Si la situation a quelque peu évolué en Grèce

ces derniers jours, l'incertitude quant à l'avenir du service reste grande. Plusieurs dizaines de délégués et militants syndicaux, ainsi que des militants politiques issus de la gauche radicale (dont le Parti Communiste) étaient là pour montrer que le secteur audio-visuel public était d'une importance capitale dans une démocratie, et que les mesures imposées en Grèce constituaient un « laboratoire » de mesures destinées aux peuples de l'Union Européenne, comme le rappelait

justement Carlo Briscolini, secrétaire régional de la Centrale générale. La parole a ensuite été donnée aux militant-e-s, et là encore, l'inquiétude était grande, mais pas plus que la volonté de lutter contre l'« austérité » et ses causes.

Nous rappelons avant de conclure que, après l'arrêt du signal par les autorités grecques, les émissions avaient pu se poursuivre via le canal 902, mis à disposition par nos camarades du KKE (Parti communiste grec) ■

Visitez le site www.particomuniste.be

Chroniques du temps qui passe

Vladimir Caller

Les oreilles d'Obama

En principe elles ne passent pas inaperçues, mais il semblerait que celles d'Obama ne sont pas suffisamment grandes pour assurer le contrôle que l'Amérique voudrait avoir de l'ensemble de la planète afin de, dixit du président, « combattre le terrorisme ». Voilà donc que, entre moult autres, les ambassadeurs français, allemands et italiens prennent subitement le statut de terroristes présumés parce que les services

secrets américains ont décidé de les mettre sous écoute. Ce n'est pas tout. Les minutes des débats au Parlement européen, les rapports « confidentiels » pour préparer les négociations (justement avec les États-Unis) du projet du Marché transatlantique sont déjà dans les mains des négociateurs américains. Bel exercice de la démocratie à la sauce libérale : les bureaucrates de la Commission européenne, les plombiers du service d'espionnage et les négociateurs américains sont tous au courant de ce que ce projet contiendra. Tous sauf les citoyens européens supposés être ses destinataires.

Suite aux révélations du journal allemand *Der Spiegel* à propos du gigantesque réseau d'espionnage mis en place par les États-Unis, les protestations ont été unanimes ou presque. Seul José Manuel Barroso, le président de la CE et le plus américain des Portugais a gardé le silence. Cette unanimité s'explique par la dimension de l'affaire. Certes, on sait combien les États-Unis ont, depuis toujours, méprisé les normes de bonne conduite internationale mais aller si loin est stupéfiant. Le *New York Times* révélait

par exemple que le responsable sécurité de Face Book avait quitté son poste en 2010 pour travailler, dans ce même domaine, à la National Security Agency, l'organe qui a organisé tout ce réseau planétaire d'écoutes. C'est dire qu'il n'y a plus de barrières, que la porosité entre les réseaux sociaux touchant à la vie privée des gens et les services de sécurité ne fait plus de doute.



Fort heureusement, dans ce magma glauque et malsain, a émergé une parcelle de dignité et de propreté. Elle a pour nom Edward Snowden.

Cartons rouges

Des centaines de milliers de Brésiliens descendent dans les rues parce que, comme en Turquie, les « miracles économiques », les « réussites de compétitivité », les « acquis de la mondialisation » ne changent rien à leurs vies remplies de précarité alors que les anciens et nouveaux oligarques du pays ne cessent de s'enrichir. Dans ce contexte, apprendre que le gouvernement va dépenser 15 milliards d'euros pour organiser la prochaine coupe de foot, ne pouvait qu'être la goutte qui fera déborder le vase dans un pays champion également dans le domaine de la corruption.

Réagissant à cette explosion sociale, Monsieur Joseph Blatter, président de la FIFA a cru nécessaire de mettre les pendules à l'heure, à son heure pour être plus exact, en déclarant que toutes ces révoltes allaient disparaître parce que selon lui, « le foot est plus important que l'insatisfaction des gens ». Il a, lui, en effet, de quoi être satisfait. Son salaire

annuel tourne autour de 4 millions de francs suisses, (plus de 6 millions d'euros) sans compter pas mal de petits arrangements et autres primes. Confirmant le haut niveau intellectuel, moral et politique de sa Fédération, son assistant, un certain Jérôme Valcke incommodé par tant de manifestations déclarait à son tour « un moindre niveau de démocratie est parfois préférable pour organiser une coupe de monde »

Grandes secousses en Égypte

Des foules immenses remplissent les grandes espaces de la désormais célèbre place Tahir réclamant le départ du président Mohamed Morsi soutenu par les frères musulmans dont il a été un des principaux dirigeants. Il se fait que le peuple égyptien n'accepte plus qu'en même temps que ses conditions de vie s'aggravent, le pouvoir ne fait qu'approfondir sa mainmise sur tous les organes et institutions du pays au profit de cette organisation sectaire, réactionnaire et obscurantiste.

Le fantôme d'un certain Gamal Abdel Nasser est souvent évoqué par de nombreux manifestants. Ce grand égyptien avait été qualifié de « nazi arabe » par les médias occidentaux puisqu'il avait osé nationaliser le canal de Suez provoquant ainsi l'intervention armée de la France, d'Israël et de l'Angleterre. Mais déjà alors les agresseurs avaient eu la complicité des ces musulmans (pas si frères que ça) pour essayer d'assassiner ce Raïs étonnamment insoumis. Quelques années plus tard lorsqu'à sa mort il fut remplacé par Sadat, une des premières mesures de ce dernier fut celle de libérer tous les comploteurs que Nasser avait embastillés. Manière de renforcer son pouvoir et signe qu'il allait entreprendre une politique de soumission envers les Américains et de renoncements et de compromissions avec Israël. Depuis lors le peuple égyptien, en particulier ses segments les plus humbles attendent le retour de l'esprit nassériste. Et ils le font savoir avec force maintenant. ■

Carnets d'Amérique latine

Thierry Pigolet

La Colombie et l'artificier Santos

À tout seigneur, tout honneur. Nous commençons cette fois, dans notre rubrique « Carnets d'Amérique latine », par la Colombie. Il faut dire que son président, Juan Manuel Santos, a fait fort ces derniers temps.

Ne voilà-t-il pas que Santos annonce soudainement que son pays, « durant ce mois de juin, souscrira un accord de coopération avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord [OTAN] afin de montrer sa disposition à y rentrer ». La Colombie a le droit, dit-il, de « penser grand », de chercher à être parmi les meilleurs « non plus de la région, mais du monde entier ». Et pour bien montrer qu'il n'est pas dupe du moment choisi pour annoncer ce souhait de devenir Allié non-OTAN (statut créé, soi-dit en passant, par le Congrès des États-Unis – et non par l'Organisation), il fait même référence, tout en feignant de croire naïvement en l'absence de toute possibilité de complication soudaine, aux pourparlers de paix en cours avec les FARC à Cuba : il se dit persuadé que « si nous atteignons cette paix, notre armée sera dans la meilleure position pour pouvoir se distinguer également au niveau international ». Comme si elle ne se distinguait pas déjà, par exemple en étant la deuxième au monde à recevoir l'entraînement américain et israélien, ou en offrant 7 bases militaires aux États-Unis sur le territoire colombien afin de servir de porte-avions terrestre impérialiste vers toute l'Amérique latine, ou en affichant un chiffre de dépenses militaires de 6,5 % du PIB national, ou en ayant un effectif en hommes six fois plus important que le Venezuela, onze fois plus important que l'Équateur, etc.

Juan Manuel Santos est un politicien hors-pair ; il savait que sa proposition allait éclater comme un pétard dans les rangs serrés de la négociation à Cuba. Pourtant, il a encore alimenté le feu d'artifice par un autre mèche : il a reçu officiellement au Palais de Nariño le très controversé candidat présidentiel mal-

chanceux de la droite vénézuélienne Henrique Capriles (qui, dans d'autres pays moins tolérants que le Venezuela, serait déjà en prison pour délinquance politique). Autant vous dire que le Venezuela, accompagnateur et facilitateur des négociations de paix à La Havane, n'a légitimement pas vu cela d'un bon œil : il y a rappelé son représentant en consultation, et, par la voix de son président Maduro, a protesté énergiquement.

Il faut donc reconnaître que le gouvernement colombien est passé maître dans l'art du double jeu : il renforce la militarisation et les attaques contre les FARC alors qu'il parle de solution négociée ; il discute de la réforme agraire pendant que des activistes paysans continuent à disparaître en toute impunité ; il parle de coopération renforcée avec le Venezuela tout en recevant et appuyant des putschistes. Il y aurait une intention, sans en avoir l'air, de produire une relance de guerre froide entre les deux pays, qu'on ne s'y prendrait pas mieux.

Mais peut-être l'explication se situe-t-elle autre part ? Un peu auparavant, en effet, le vice-président américain Joe Biden a été reçu au Palais de Nariño, à Bogotá. Les instructions ont été communiquées du maître à l'élève. Le fait que Capriles, qui fait partie du plan de déstabilisation du Venezuela et est en train de voyager à travers toute l'Amérique latine pour rassembler la droite du continent, et le fait de la rencontre de Santos avec le chef de la politique interventionniste américaine sont des signaux clairs de ce que les États-Unis sont passés, depuis la mort de Chávez, à la contre-offensive.

Ayant envie de s'aérer, Juan Manuel Santos s'en est allé ensuite rendre visite, du 9



À gauche, Juan Manuel Santos, et Joe Biden. © Luis Acosta, AFP

au 11 juin, à son fidèle ami Shimon Peres, président d'Israël. Bah, quelques broutilles en perspective : connaître mieux le milieu des alliés non-OTAN (dont fait bien sûr partie Israël), acheter quelques drones, ou renforcer la coopération « contractuelle » entre des experts israéliens et l'armée colombienne.

Enfin, la Colombie a accueilli sur son sol, à Cali, le 7^e Sommet de l'Alliance du Pacifique (AP). Celle-ci est un mécanisme d'articulation politico-économique, et de coopération et d'intégration entre le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou. Tous pays à droite de l'échiquier politique. Son objectif est de « permettre la croissance des pays membres à travers la libre circulation des biens et services, des capitaux et des personnes, et réussir ainsi une insertion internationale effective dans d'autres régions, en particulier l'Asie-Pacifique ».

Comment ça, l'Asie-Pacifique ? Oui, l'AP a en effet 3 objectifs. Un, celui de **soumettre les pays du Pacifique comme exportateurs de matières premières sans valeur ajoutée** (ce qui engendrera bien sûr inégalités et militarisation croissante) ; deux, celui d'**empêcher la consolidation de l'intégration régionale latino-américaine** (MERCOSUR, UNASUR, ALBA, CELAC) et d'isoler le Brésil, l'Argentine et le Venezuela ; et trois, le moins connu, celui de **former la patte américaine de l'Alliance Transpacifique** (en anglais, Trans-Pacific Partnership ou TPP), autre traité multilatéral de libre-échange

visant à intégrer les économies de la région Asie-Pacifique, mais surtout traité que les États-Unis (faisant partie du TPP, au même titre que le Pérou) veulent convertir en bras économique de leur méga-projet militaire contre la Chine. Et c'est ici que vous avez droit au dernier pétard : la Colombie, au dernier Sommet de l'AP (uniquement composée actuellement, rappelons-le, du Mexique, de la Colombie, du Pérou et du Chili), ont invité les États-Unis à rejoindre l'Alliance ! C'est pas beau, tout ça ? En fait, la rencontre Santos-Biden fut très productive : le premier offre aux États-Unis une entrée au sein de l'AP – ce qui ne peut que renforcer la patte américaine du TPP –, l'autre offre en échange à la Colombie une collaboration avec les pays de l'OTAN.

Le Brésil : une cocotte-minute prête à exploser

S'il est bien un pays, un territoire d'Amérique latine où les feux d'artifice sont réputés moins agressifs, et sont plutôt réservés à la fête, à la joie des corps, à la réjouissance de tout un peuple fier de sa réussite, d'un exemple de miracle économique montré au monde entier, c'est le Brésil. Or voici que l'actualité, la réalité nous rattrape dans nos illusions. Qui l'eût cru ? Voilà un gouvernement qui, sous les présidences de Lula puis Dilma, a prétendu avoir atteint des taux de croissance économique extraordinaires, diminué la pauvreté, prodigué éducation et santé à des millions de personnes. Et voici que ce pays est secoué, depuis plusieurs semaines, par des manifestations qui ont culminé, le 17 juin, par un débordement massif de quelques 250.000 personnes à travers 11 villes du pays. La goutte qui a fait déborder le vase est l'augmentation du ticket d'autobus à São Paulo, Rio de Janeiro et Porto Alegre -ce que ne peut supporter une grande part de la population urbaine se voyant amputée ainsi jusqu'au quart de ses revenus. Et la cerise sur le gâteau fut l'annonce par le gouvernement d'investissements démesurés en vue d'importants événements sportifs internationaux tels que la Coupe Confédérations, le Mondial de football en 2014, et les Olympiades de Rio en 2016 – dans un pays qui continue à avoir des dizaines de millions de pauvres, à souffrir de mauvaises éducation et santé, de piètres transports, mais qui abrite des banques, elles, en très très bonne santé.

En réalité, la pauvreté est « réapparue » malgré la croissance économique et les maquillages statistiques. Dans les faits, la pauvreté extrême n'a jamais été éradiquée -même si cela a été revendiqué en tant que tel par les autorités... ne tenant pas compte d'une inflation galopante : 27,3 millions de Brésiliens n'ont jamais quitté l'extrême pauvreté, et vivent avec moins de 3 reales (1,2 €) par jour. Par-dessus cette situation sociale et économique désastreuse viennent se greffer les effets du coup de timon vers la droite qu'a donné le gouvernement pendant le premier semestre de 2013. Au niveau économique, les indices sont au rouge, victimes d'un système basé sur la production, l'extraction et l'exportation de matières premières sans valeur ajoutée, ainsi que, sur le plan interne, sur une bulle financière gonflée par des ventes massives de biens de consommation à crédit – le tout accompagné d'une détérioration des finances publiques. Au niveau social, le gouvernement Dilma multiplie les confrontations avec les peuples indigènes, les producteurs ruraux, les organisations sociales. La réforme agraire mise en marche par le gouvernement Lula ainsi que la démarcation des territoires indigènes ont été complètement arrêtées -sous la pression des multinationales minières et agro-industrielles. Le gouvernement Dilma souffre d'une baisse de sa popularité, la première depuis le début de la présidence en janvier 2011. Suite aux récentes manifestations, certains considèrent que, dans ce pays qui était, il n'y a pas longtemps encore, le plus inégalitaire du monde, la population est désormais engagée dans une véritable lutte des classes.

Le gouvernement de Dilma, pressé par les manifestations monstres, n'a émis diverses propositions que, semble-t-il, pour gagner du temps. Mais la première réitère la subordination du gouvernement à la Loi de la responsabilité fiscale (qui n'est qu'une soumission au Consen-



© Jennifer Winter

sus de Washington). Celle de la généreuse attribution des 75 % des revenus du pétrole à l'éducation et de 25 % à la santé publique ne concerne finalement que 8 % de la rente pétrolière – 92 % allant dans les poches des multinationales. Celle d'une nouvelle Constituante a été immédiatement rejetée par le pouvoir judiciaire et par le PMDB, allié du centre-droit du PT, et a été transformée en un référendum à 3 questions. L'intention de poursuivre et punir plus vigoureusement la corruption -mécanisme de base du capitalisme- n'empêchera certainement pas celui-ci de créer des voies d'évasion alternatives.

Il est beaucoup trop tôt pour présumer de ce qu'il va se passer au Brésil prochainement. Les protestations vont-elles continuer ? Quelles sont les mesures que le gouvernement de Dilma mettra – ou pourra/voudra mettre – en place ? Il paraît, en tout cas, que ce ne sont plus les pétards des joyeux feux d'artifice que l'on entend au Brésil, mais le « coup de sifflet de la cocotte-minute » – que des étudiants évoquaient auparavant lors de manifestations. La cocotte-minute du capitalisme, prête à exploser ? ■

Les fausses mesures pour l'emploi

Marina Heukmes

Tout récemment, les médias nous ont informés de la lutte légitime des travailleurs pour supprimer les différences entre « contrat de travail-employé » et « contrat de travail-ouvrier ». De fait, cette discrimination est illégale et le gouvernement a jusqu'au 8 juillet pour supprimer au moins deux des dispositions : le délai de préavis et les conditions en cas de maladie.

Mais, dans quel sens ces différences vont-elles être standardisées ?

Aujourd'hui, le travailleur-ouvrier perd son premier jour de salaire (jour de carence) quand il est malade ou accidenté pour une durée de moins de deux semaines calendrier. Le travailleur-employé lui bénéficie de conditions de préavis plus favorables que son camarade ouvrier lequel bénéficie en plus d'un pécule de vacances plus avantageux. Mais il ne faudrait pas oublier qu'il y participe pendant les onze mois de travail puisque les retenues ONSS sont calculées sur 108% du salaire brut. Donc pendant onze mois, l'ouvrier reçoit moins pour, en échange, recevoir plus pendant le mois de vacances. Peut-on alors parler d'un véritable avantage ? Par ailleurs, les périodes d'essai varient également selon les deux régimes d'engagement. Quelle sera la durée commune d'essai pour tous ? Dans quel sens cette uniformisation se fera-t-elle ?

Il me paraît également essentiel d'être attentif au financement de la sécurité sociale. L'ONSS, créé par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, est financé par les travailleurs (retenues sociales), leurs patrons (cotisations patronales) et l'État (impôt) ; donc les ressources de cet organisme ne proviennent que du seul facteur travail. Ces ressources doivent servir, sur base de

la solidarité, à financer les secteurs de la sécurité sociale, à savoir : pensions, allocations familiales, allocations de chômage, indemnités de maladie, invalidité et soins de santé (mutuelle), pécule de vacances (ouvriers)... Voilà pour les secteurs clés.

Je vous préviens : deux refus d'une offre raisonnable et c'est la radiation !



Proposez-m'en déjà une et on en reparle...

La tendance politique actuelle consiste à réduire les dépenses plutôt qu'à chercher de nouvelles ressources. Ces dernières existent pourtant. Il suffirait d'avoir la volonté politique d'aller les chercher par exemple en faisant participer les bénéfices des sociétés, en instaurant des charges patronales compensatoires pour contrebalancer les avantages liés au progrès technique (travailleurs remplacés par des machines par exemple). Mais, voilà ! C'est le contraire qui se passe !

À l'heure actuelle, alors que le financement de la sécurité sociale doit être renforcé, le patronat et les politiques s'arrangent pour :

- faire des cadeaux aux « pauvres » patrons ruinés sous le « fardeau » des charges sociales, contribution dont ils ne veulent plus entendre parler !
- manipuler les demandeurs d'emploi en « mêlant » les mesures qui leur sont appliquées (mise à jour le 1/2/2013), telles que les APE (Aides à la promotion de l'emploi) en Wallonie et les ACS (Agent contractuel subventionné) pour Bruxelles. Mesures délibérément compliquées dans un « mic-mac » socio-administratif confus afin que personne ne s'y retrouve.

Le labyrinthe des APE et des ACS

Si vous êtes demandeur d'emploi et si votre futur employeur est situé en Wallonie et remplit certaines conditions, selon qu'il appartient au secteur marchand (uniquement APE jeunes depuis le 1/1/2013) ou non-marchand, alors votre engagement à vous, demandeur d'emploi, lui permettra de bénéficier d'un subsidie APE sous forme de points d'une valeur de 2970,86g chacun (au 1/1/2013) et pour le secteur non-marchand (socio-culturel, santé, action sociale, éducation et recherche...) d'un taux avantageux de cotisations patronales.

Le nombre de points reçus est fonction de votre durée d'inscription comme demandeur d'emploi et de votre niveau d'études.

Le demandeur d'emploi, lui, doit demander son passeport APE auprès du bureau du Forem de sa région. Ce passeport a une durée de validité de 90 jours et il est gratuit (heureusement, il ne manquerait plus qu'il soit payant, mais attention, ça peut changer !) et renouvelable indéfiniment (autrement dit, annonceur que le demandeur d'emploi le sera éternellement...), tant que vous restez dans les conditions requises.

Ce passeport indique le nombre de points auquel votre employeur a droit en vous engageant. J'ai tout de suite pensé au « livret » de travail existant dans les années 30 et qui suivait le travailleur pendant toute sa vie professionnelle.

Tout ceci est, bien sûr, compliqué pour le demandeur d'emploi et il lui est d'ailleurs recommandé de prendre contact avec son conseiller-Forem pour être « guidé ». Il est également conseillé au demandeur d'emploi aussi de suggérer à son employeur potentiel de prendre contact avec les conseillers en « ressources humaines » du Forem.

suite page 14

L'euro : stop ou encore ?

Vladimir Caller

Il fut un temps où dans les rangs de la gauche de gauche l'on pouvait dénoncer sans réserve les politiques européennes et ses néfastes conséquences pour les populations mais sans aller plus loin, sans oser envisager comme option d'un programme de gauche, la question de l'abandon de la monnaie unique.



Oskar Lafontaine

Mais depuis un bon moment des représentants, et pas des moindres, de la pensée et de l'activité militante de la gauche européenne transgressent ces limites. Des économistes, sociologues, historiens, comme Jacques Sapir, Emanuel Todd, Jacques Nikonoff, Samir Amin, expliquent à partir d'analyses différentes qu'il est grand temps que la gauche s'attaque aux racines de la politique agressive et réactionnaire de l'Union européenne, à savoir sa politique monétaire, la plus importante – et en même temps la plus vulnérable – de ses politiques. Plus récemment des personnalités et partis politiques qui ne sont pas connus par des prises de position irresponsables comme le parti communiste de Chypre (AKEL), les partis communiste

portugais et irlandais, les jeunesses communistes espagnoles ou Oskar Lafontaine se sont prononcés en faveur de l'abandon de la monnaie unique ou, pour le moins, d'envisager cette possibilité. À son tour notre parti a estimé que cette question devait être examinée de manière sereine et approfondie par l'ensemble des parties composant la gauche européenne puisque une mesure de cette nature comporte des interrogations et des risques non négligeables.

Pas une monnaie unique, mais une monnaie commune.

L'approche de Lafontaine semble être réaliste et pondérée. À la différence d'autres eurosceptiques qui estiment que la sortie de l'euro constituerait le premier pas pour, carrément, sortir de l'Union européenne (et à terme l'anéantir), l'ancien ministre allemand soutient que c'est justement grâce à la

sortie de la monnaie unique que le projet de construction européenne pourrait être sauvé ⁽¹⁾. Ainsi, il propose de revenir au système monétaire européen (SME) qui régulaient déjà d'une certaine manière la politique monétaire européenne avant la création de l'euro. À l'intérieur de ce système chaque monnaie nationale aurait la possibilité – tout à fait impossible sous l'euro – d'établir un contrôle des capitaux et faire fluctuer les taux de change grâce à des cotations planchers et plafonds établis par les pays participants. Une telle idée dans ces temps de rigorisme néolibéral eut été impensable il y a peu encore, mais le récent cas chypriote où c'est la troïka elle-même qui a obligé ce pays à violer ces sacro-saints principes a fait voler en éclats ce dogme. Bien entendu, Lafontaine souhaite que ce processus de sortie se fasse de manière

très graduelle et concertée et non pas comme expression d'un retour au « chacun pour soi », de préférence par l'ensemble des pays de la zone euro ou, à défaut, par un groupe plus restreint de pays.

Le SME a l'avantage de favoriser, tel des vases communicants, des politiques volontaristes, dirigistes même, pour influencer les flux du commerce extérieur et arriver à un certain équilibre entre les économies appauvries du Sud européen et celles du Nord, en particulier l'allemande. Il permettrait également à chaque pays de récupérer une certaine autonomie dans la gestion de ses budgets en se lançant, s'il le faut, dans des politiques favorisant la demande quitte à pratiquer des dévaluations contrôlées ou un certain protectionnisme. Tout ceci allant dans le sens, essentiel, de récupérer la condition élémentaire de l'indépendance nationale

Bien entendu, sur le papier, la proposition de Lafontaine semble raisonnable mais l'on peut se demander si lui-même croit vraiment dans la viabilité de sa proposition. Non pas parce qu'elle serait trop compliquée à mettre en œuvre mais parce que, politicien chevronné, il sait très bien qu'il est impensable que Madame Merkel puisse accepter une décision qui irait frontalement à l'encontre des intérêts du patronat allemand dont elle n'est que l'exécutante. En effet, la fin d'une monnaie unique conduirait à son tour à la fin des avantages des exportateurs allemands qui bénéficient d'une énorme différence sur les taux de crédit qu'ils payent (infimes, si non négatifs), comparés à ceux et aux primes de risque ⁽²⁾ que leurs partenaires, surtout ceux importateurs des biens allemands, doivent régler pour obtenir des prêts.

suite page 15

1. Rappelons que Lafontaine, un des fondateurs et ancien président du parti Die Linke, n'est rien d'autre qu'un des pères de la création de l'euro; rôle qu'il dit regretter aujourd'hui.
2. C'est une méthode de calcul comparatif de la différence d'intérêt que doit payer un pays pour emprunter sur les marchés pour dix ans par rapport à celui de l'Allemagne.

Toujours plus d'italiens obligés de partir à l'étranger : une démarche solidaire

Poussés par une crise économique de plus en plus profonde et qui s'est aggravée par les politiques d'austérité imposées par l'oligarchie financière internationale, les italiens, en particulier les jeunes, n'ont pas d'autre choix que de partir massivement à l'étranger.

C'est ainsi qu'en 2012 la chiffre d'émigrants obligés de partir à la recherche de meilleures conditions de vie a augmenté de 30 % par rapport à 2011. En effet, ils étaient à cette époque 79.000 à le faire.

La destination principale de ces expatriés reste, pour environ 60 % d'entre eux, l'Europe. Le reste est partagé entre le Nord et le Sud de l'Amérique ainsi que l'Australie. Selon certaines estimations, la Belgique a accueilli l'année passée, 2800 italiens même si tout indique que ce chiffre est très en dessous de la réalité parce qu'une proportion importante des nouveaux arrivants ne se fait pas enregistrer auprès des consulats dans les premiers jours de leur arrivée. Ainsi

le nombre réel de migrants pourrait facilement arriver aux alentours de 5000 personnes qui s'additionneront à une communauté italienne importante due à plusieurs vagues de migration.

Par ailleurs il faut tenir compte du fait qu'une grande partie des nouveaux migrants échappe aux canaux officiels de l'enregistrement tant des autorités italiennes que belges. Par conséquent, les informations à leur sujet sont rares et souvent fragmentaires. Quelques tentatives de recherches sociologiques ont déjà été essayées, mais il leur manque souvent une vision d'ensemble du problème.

Pour tenter de faire la lumière sur cette situation, un groupe de camarades de diverses origines, politiques ou syndicales, travaille depuis quelques mois en Belgique pour étudier l'histoire de l'immigration italienne dans ce pays. Ce projet, qui verra probablement le jour au cours cet été, comportera plusieurs volets :

- Une enquête qui sera menée par le biais d'un questionnaire disponible en ligne en version imprimée et qui vise à identifier les principaux problèmes des migrants italiens vivant en Belgique. Sur la base des résultats de l'enquête nous chercherons, impliquant à la fois des acteurs institutionnels italiens et belges, de formuler toute une gamme de propositions pour atténuer ou résoudre ces problèmes. Les questionnaires porteront sur les régions de

Bruxelles, de Wallonie (Charleroi et Liège) du Limbourg et de Flandre.

- L'organisation d'une structure d'entraide, d'abord sur une plateforme web où des informations seront disponibles en italien sur le marché du travail en Belgique, sur la sécurité sociale, les services de santé ainsi que des pistes utiles pour trouver un logement ou, entre autres, pour participer à la vie culturelle et associative. Il sera également possible de communiquer via le site avec un groupe de camarades pour demander un éventuel soutien spécifique et concret en fonction des circonstances personnelles du demandeur.

Nous avons l'espoir que des nouveaux migrants participeront personnellement à ces initiatives solidaires, stimulant ainsi un processus d'auto-organisation. Il serait également souhaitable que des migrants des autres communautés présentes en Belgique puissent participer à ce projet afin de partager et échanger des expériences. C'est pour cette raison que le contenu en ligne sera présenté en plusieurs langues.

Tous les camarades qui souhaitent participer au projet ou qui aimeraient avoir des informations supplémentaires, peuvent envoyer un courriel à lacomunedelbelgio@gmail.com ■

Traduit de l'italien par Vladimir Caller

suite de la p. 12, « Fausses mesures pour l'emploi »

Ainsi, le contrat de louage de services passe toujours inévitablement par le Forem avec toujours les mêmes avantages pour le patronat!

À Bruxelles, le principe est le même pour les ACS. Pour être engagé comme ACS, il faut être demandeur d'emploi depuis 6 mois ou chômeur complet indemnisé ou bénéficiaire du CPAS, ou exclu du droit au chômage pour cause d'inoccupation de longue durée. Les avantages pour l'employeur sont l'exonération des cotisa-

tions patronales et la rémunération partielle du poste par Actiris (équivalent du Forem à Bruxelles). Ils existent également en région flamande et au sein des services dépendant de l'État fédéral.

Les nouveaux contrats de louages de services seront désormais « chapeautés » par Forem, Actiris ou VDAB (Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling), les règles de 1978 deviennent obsolètes et différencier ouvrier et employé n'a plus beaucoup de sens, sauf pour ceux qui sont « encore » en place, puisqu'il s'agira, selon le nouveau système, uniquement

de « chômeurs recasés » selon des formules de contrats « parallèles », qui existaient déjà mais qui se généralisent. Si on y ajoute les jobs-étudiants (pas ONSS) doublés dans la durée, les stages à l'issue d'une formation Forem (généralement un mois payé à 1g/heure), c'est encore une main-d'œuvre gratuite au service d'un patronat très content de recevoir encore des cadeaux sociaux sous forme de subsides ou des taux avantageux de cotisations si ce n'est, dans certains cas, carrément l'exonération. Mesures injustes qui ne font qu'enfermer notre jeunesse dans un futur sans espoir. ■

suite de la page 13, « l'euro stop ou encore ? »

L'Allemagne ne pourra pas non plus profiter si aisément de ses pratiques abusives sur le plan du commerce intra-communautaire en appliquant des politiques déflationnistes en interne (écrasement des salaires, délocalisation des segments importants de son industrie vers les pays de l'Est) lesquelles en provoquant une forte restriction de la demande intérieure vont nuire aux importations. C'est ainsi que ce pays en « fabriquant » des travailleurs pauvres, sous-consommateurs chez eux, « exporte » du chômage dans les autres pays créant en même temps, une forme sournoise de protectionnisme. L'introduction de ce système mettrait enfin lourdement en question l'hégémonie que ce pays exerce sur les politiques de la Banque Centrale Européenne.

Un projet particulièrement difficile mais entraînant

La question donc se pose de savoir si l'on doit abandonner une bataille parce qu'on la sait – dans les structures européennes actuelles – perdue d'avance ou si l'on doit la poursuivre en se disant qu'elle serait un leitmotiv politique mobilisateur lequel, par ailleurs, ne pourrait pas se limiter à la sortie de l'euro mais devrait poser d'une manière ou d'une autre, la question de la nationalisation du système bancaire. Et cette mobilisation ne pourra commencer que si la gauche, en particulier celle qui se veut radicale, accepte sans tabou de débattre sérieusement sur ce sujet.

À ce propos, les remarques faites par Bernard Cassent président honoraire et fondateur d'Attac-France faisant allusion aux positions de certains partis de gauche en France et ailleurs, ne peuvent pas être plus claires : « *En Europe, les forces politiques et sociales qui se veulent à la gauche de la social-démocratie, se croient « radicales ». Pourtant, elles font depuis longtemps preuve d'un étonnant conformisme sur, entre autres, une des questions essentielles que pose aujourd'hui la crise européenne : la responsabilité de l'euro dans la récession actuelle* »⁽³⁾



Il faut dire que, sur ce plan, la responsabilité historique de la social-démocratie, en particulier française, est écrasante et François Hollande ne fait que poursuivre les politiques de Jacques Delors et François Mitterrand. Le premier qui avait avalisé la conception monétariste façonnée, entre autres, par le vicomte Etienne Davignon dont il se déclare grand admirateur avec en arrière-plan Mitterrand comme grand pontife de l'Europe que nous vivons aujourd'hui.

Heureusement, d'autres sociaux-démocrates osent soulever les vrais problèmes. Ainsi, le prix Nobel d'économie américain Paul Krugmann qui alertait déjà en 2011 les populations sur la gravité de la situation : « *La triste vérité est*

que le système euro semble de plus en plus voué à l'échec. Et une vérité encore plus triste est que vu comme le système se comporte, l'Europe se porterait sans doute mieux s'il s'écroulait plutôt aujourd'hui que demain ».⁽⁴⁾

En février 2010 Angela Merkel cherchait à faire peur aux pays endettés en déclarant devant le parlement de son pays : « *À l'avenir il nous faudrait une mention dans le traité permettant d'exclure un pays de la zone euro si les conditions ne sont pas remplies* ».

Maintenant c'est elle qui commence à craindre que ce soient les peuples et non pas les marchés qui la proposent. ■

3. Mémoires des luttes : La gauche de la gauche, 31 mai 2013

4. New York Times, News Service 24 octobre 2011.

Espagne

L'insupportable souvenir de la République



Traduction : Vous êtes l'histoire, la légende, l'exemple héroïque de la solidarité et de l'universalité de la démocratie.

Lors de la révolte fasciste de Franco, soutenue par les troupes de Mussolini et Hitler, contre la toute jeune République espagnole un élan de solidarité parcourut le monde et se concrétisa par la formation des brigades internationales. Des citoyens de tout le monde, européens en majorité mais aussi nord et sud américains et asiatiques arriveront en masse en Espagne, après avoir appris quelques rudiments dans le maniement des armes, pour soutenir l'espoir républicain. C'étaient les brigades internationales. Ils se sont battus partout : villes, villages, montagnes, fleuves (ah la bataille de l'Ebro !) mais aussi au cœur de Madrid. Le campus de son université fut un des endroits où ces combattants de la liberté et de l'intelligence se sont opposés les armes à la main aux troupes de l'obscurantisme, c'est-à-dire du fascisme. Parce

que pour les forces réactionnaires à Madrid comme aujourd'hui à Bruxelles la République est un mot tabou, imprononçable.

VC

Communiqué du Parti communiste espagnol

Apprenant la décision du Tribunal Supérieur de Justice de Madrid (TSJM) de déclarer nulle de plein droit l'installation, (sous prétexte de manque de licence urbanistique) du monument dédié aux Brigades Internationales situé sur le campus de l'Université Complutense de Madrid, le PCE tient à manifester, dans la ligne de ce qui fut exprimé par l'Associa-

tion Forum de la Mémoire que la préservation de la mémoire démocratique, ses symboles et ses valeurs politiques sont de pure Justice pour tous les citoyens et citoyennes dans un État de Droit.

Le PCE demande le respect de l'application et le développement de la Loi de la Mémoire Historique et considère que les administrations publiques devraient veiller au maintien de ce monument situé précisément à l'endroit où on s'est battu pour la liberté et la légalité démocratique. Le PCE exige des administrations qu'elles développent des mesures pour favoriser la mémoire de l'histoire démocratique.

Le PCE dénonce également que dans la mise en application de la Loi de la Mémoire Historique, on tarde à retirer les noms des rues portant des noms de partisans du franquisme et de sa symbolique d'exaltation fasciste. ■

Afrique du Sud

Un vieil arbre qui s'en va



forcés à perpétuité. Il restera 27 ans en prison. Lorsqu'il fut élu président lors des premières élections libres et multiraciales de l'histoire de son pays, les travailleurs sud-africains et les forces progressistes du monde entier

Il n'est pas exagéré d'estimer que Nelson Mandela est une référence morale et politique incontournable de notre temps. Engagé dès son très jeune âge, d'abord pacifiquement, dans la lutte contre la violente discrimination raciale existant dans son pays il opte pour la voie insurrectionnelle lorsqu'il comprend qu'il n'y a pas d'autre alternative. Arrêté en 1963 par la police sud-africaine sur indication de la CIA, il est condamné à la prison et aux travaux

s'attendaient à ce que le progrès démocratique engagé par lui s'étende également au domaine de la vie économique en particulier du partage équitable des richesses. Hélas, dans ce domaine peu de choses furent faites et l'Afrique du Sud, pays richissime, reste un pays profondément inégalitaire où la vieille oligarchie blanche en côtoie une nouvelle, de couleur cette fois. ■

VC

Les CPAS en danger !

Serge Luchet

Fruit d'une politique gouvernementale aveugle, à la botte du grand capital et de l'Europe, la pauvreté ne cesse de croître en Belgique et ailleurs.

La précarisation sous toutes ses formes explose et les économies nouvelles et à venir décidées par le gouvernement **Di Rupo** cassent notre système de protection sociale entraînant dans son sillage de plus en plus de sollicitations et d'interventions financières des CPAS.

C'est plus de 160 000 personnes qui bénéficient aujourd'hui d'une aide du CPAS que cela soit en revenu d'intégration, aide financière, santé, prime énergie, aide à la mise au travail... Un tiers des personnes sont des jeunes à contrat précaire ou exclus du chômage et aujourd'hui il n'est pas rare d'aider des ménages dont les deux conjoints travaillent et ne parviennent plus à payer leurs charges (loyer, chauffage, scolarité ...)

Cette situation est intenable et explosive à court terme. Aujourd'hui les CPAS sont contestés par la droite de ce pays. Ils sont considérés comme un outil d'assistanat, une charge pour les communes de ce pays alors qu'il s'agit d'une conquête sociale capitale qui devrait permettre à bon nombre de personnes de passer dignement un moment difficile de leur vie.

Il faut tordre le cou à une idée fausse largement répandue selon laquelle les personnes d'origine étrangère asphyxient les CPAS

Le nombre d'étrangers qui bénéficient d'une aide financière a chuté ces dernières années. Moins de 15 % des interventions sont attribuées à des personnes de l'Union Européenne et extraeuropéenne et 85 % sont des interventions autochtones. Ceci démontre que la pauvreté augmente en Belgique.



Dans des grandes villes comme Liège, Seraing, Herstal, Charleroi, par exemple, on assiste à un déclin du tissu industriel avec un taux important d'immigrés venus vendre leur force de travail, bien souvent dans des conditions précaires. Ils sont aujourd'hui les premières victimes des restructurations et fermetures d'entreprises auquel il faut ajouter les séquelles de la politique d'austérité menée par le gouvernement **Di Rupo et consorts**.

C'est en Wallonie et dans ces grandes villes que le nombre d'interventions des CPAS est en augmentation par rapport à des villes ou communes plus riches.

Il faut changer de cap et ne plus accepter cette politique à court terme dictée par la finance et imposée par nos gouvernants. L'hypocrisie des partis qui exercent le pouvoir à la fois au niveau européen, fédéral, régional et communal est consternante. Ils décident d'un côté et critiquent de l'autre. Ce n'est pas moi, c'est l'Europe ; ce n'est pas moi, c'est le fédéral... c'est le régional....

Étant à **tous les niveaux de pouvoir** ils portent une lourde responsabilité sur la

situation désastreuse de nos communes et de leurs CPAS. La misère, la pauvreté l'exploitation sous toutes ses formes, le racisme ne peut engendrer que violence et révolte.

Il faut refinancer tous les CPAS en fonction de leurs vrais besoins pour en faire un outil moderne au service de la population la plus fragilisée et en faire une priorité de choix au niveau fédéral.

À défaut de refinancement et particulièrement en temps de crise le risque de licenciements, l'externalisation de certains services, voire la mise sous tutelle de certains CPAS pourrait être proposée rapidement.

Non ! Les CPAS ne sont pas « ringards ! » Non ! les CPAS ne sont pas des assistanats pour les fainéants, les chômeurs et les étrangers, mais au contraire un outil d'investissement social, moderne, indispensable, facilement finançable par un prélèvement sur les grosses fortunes, par une véritable chasse à la fraude fiscale, par un impôt de solidarité prélevé au niveau des grandes banques responsables de la crise actuelle, par un impôt sur la spéculation financière... mais pour réaliser cela il faut une véritable volonté politique capable de légiférer afin de défendre les plus fragiles d'entre nous.

La Fédération Liégeoise du Parti Communiste rappelle qu'elle ne peut accepter ni la misère ni la pauvreté sous toutes ses formes et qu'avec ses militants, ses mandataires et ses sympathisants, elle continuera à défendre les plus fragilisés dans une société plus juste et plus solidaire.■

* Conseiller communiste au CPAS de Seraing

Après l'euro : les peuples ? ¹

François D'Agostino

Au début du vingtième siècle, Lénine faisait la distinction entre « vulgarisation » et « popularisation ». La première servant « (...) sous une forme simplifiée jusqu'à l'absurde (...) toutes les conclusions d'un certain enseignement, de sorte que le lecteur n'a pas à mâcher, mais seulement à avaler cette bouillie ». La popularisation, pour sa part, fait confiance au lecteur et à son « (...) intention de faire travailler son cerveau et (lui apporte) l'aide à faire ce travail difficile (...), en lui apprenant à aller seul de l'avant »⁽²⁾. Indubitablement, le petit livre dont il est question ici fait partie de la seconde catégorie.

En effet, pour le prix d'un paquet de cigarettes, Xavier Dupret nous livre une analyse aussi bien documentée que provocante dans ses conclusions. L'auteur s'offre une attaque en règle contre l'Union européenne telle qu'elle est, sans concessions ni langue de bois, et démonte les mécanismes en œuvre chaque jour sur le Vieux Continent. Arrivé aux conclusions, Xavier Dupret sort l'artillerie lourde et risque franchement de se faire quelques ennemis. Attaque en règle contre l'euro-péisme béat, arguments en faveurs d'un certain protectionnisme et retour à un souverainisme intelligent ; tout cela a des airs de provocation. Ce n'est pas le cas, et l'auteur, par sa rigueur intellectuelle sort du cadre de la provoc' au rabais pour arriver au niveau trop peu courant de la polémique intelligente (une tradition qui aurait tendance à se perdre, à gauche de la gauche...). Livre exigeant, sérieux, cet essai ne rencontrera pas que des approbations convenues, c'est certain, mais là n'est pas le but. Bémol : la lecture atten-

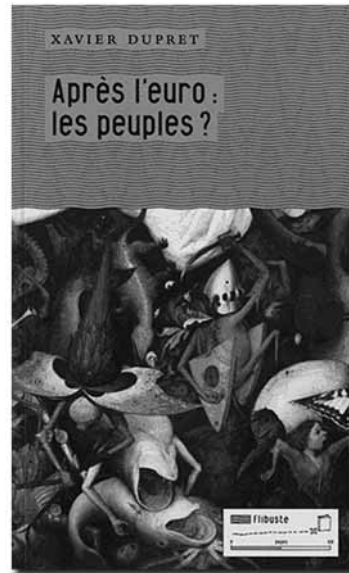
tive du bouquin est gâchée par un nombre préjudiciable de coquilles, probablement dues à l'urgence de la parution. C'est regrettable, mais ça ne doit pas être un frein. Pour ce prix là, ça serait dommage. Une version « expurgée » et actualisée est d'ailleurs à venir.

D'autant plus que, loin de faire dans la prédiction invérifiable, le livre fourni des indications sur des tendances déjà existantes au sein de l'Union Européenne « réellement existante » (à chacun son tour, c'est de bonne guerre...). En effet, les eurocrates les plus fidèles à « la cause » estiment que des ajustements sont nécessaires. Romano Prodi, ancien président de la Commission Européenne, a même prôné un « pacte » rassemblant la France, l'Espagne et l'Italie, pour faire contrepoids à la puissante Allemagne⁽³⁾. Mais ici, nous sommes face à une attitude plus proche de la célèbre maxime « il faut que tout change pour que rien ne change » que d'une quelconque

remise en question de la chape de plomb européiste. Du côté progressiste, soulignons la récente prise de position de nos camarades chypriotes de l'AKEL en vue d'une telle sortie, ou encore les déclarations d'Oskar Lafontaine, de Die Linke, qui, bien qu'il soit un des « pères fondateurs de l'euro, estime qu'il est impératif d'en sortir »⁽⁴⁾.

Raison de plus, à notre humble avis, pour que la gauche marxiste se pose d'urgence les bonnes questions et s'attaque aux dogmes inébranlables tels que l'euro, l'intégration européenne et autres fariboles qui ne sont

que des armes somme toute récentes dans l'arsenal du Capital contre les travailleurs de tous les pays. L'approfondissement de la crise du capitalisme et les mesures d'austérité imposées avec chaque fois plus de violence et de mépris (notamment au travers du TSCG, dont nous avons parlé dans un article précédent) poussent à agir. De toute urgence. ■



Un coup de neuf pour le DR ?

Chers amis, chers abonnés, chers lecteurs,

Nous avons le plaisir de vous annoncer qu'à la rentrée vous recevrez votre journal sous une nouvelle présentation quelque peu rajeunie. Rien par contre ne changera sur le fond. Nous continuerons nos batailles pour une société plus juste dans un monde plus solidaire ; c'est-à-dire pour le socialisme

Nous nous proposons également une parution plus fréquente et régulière.

Nous tenons aussi à vous rappeler l'importance de diffuser notre journal, de s'abonner, d'inviter des amis à le faire, d'actualiser vos abonnements s'ils sont arrivés au bout et/ou tout simplement de faire un don sur son compte (IBAN BE 91) 000.4118511-85

En vous souhaitant de très belles vacances nous vous donnons rendez-vous à la rentrée !

Le collectif du DR

1. XAVIER DUPRET, *Après l'euro : les peuples ?*, Editions Tribord, Bruxelles, 2012, 5 euros

2. <http://www.marxists.org/archive/lenin/works/1901/oct/15c.htm>

3. Europe : Romano Prodi propose un pacte France-Italie-Espagne face à Berlin, édition électronique de Libération du 06 mai 2012. http://www.liberation.fr/economie/2012/05/06/europe-romano-prodi-propose-un-pacte-france-italie-espagne-face-a-berlin_816685

4. Jacques Sapir, La déclaration d'Oskar Lafontaine sur l'Euro, 4 mai 2013, <http://russeurope.hypotheses.org/1193>

La violence terroriste en question ?

Robert Waeles

Les hasards de la programmation amènent la sortie quasi-simultannée de deux films inspirés de violences politiques extrêmement différentes. Toute la question qui se pose est évidemment de savoir si ces films, dont l'un tente une évocation du passé tandis que l'autre l'évoque aussi discrètement que possible nous rapprochent de la vérité historique.

THE ACT OF KILLING (L'acte de tuer)

Il y a pratiquement un demi-siècle, en 1965, le premier président indonésien Soekarno animait avec les autres présidents Nehru (Inde), Nasser (Égypte) et Tito (Yougoslavie) le Bloc des pays non-alignés. Il s'apprêtait à former un gouvernement d'union nationale incluant le très important Parti communiste indonésien (PKI). C'était aussi l'époque où les États-Unis commençaient à bombarder le nord. Viêt Nam L'alignement de l'Indonésie avec le bloc socialiste, notamment avec la Chine (Soekarno parle d'un « axe Jakarta-Phnom Penh-Hanoi-Pékin-Pyongyang »), faisait craindre aux Américains la création d'un « second front » en Asie du Sud-Est.

Le 1^{er} octobre au matin, la radio indonésienne annonce la découverte d'un soi-disant complot communiste. Immédiatement, le général, Soeharto prend la tête de la répression. Le président Soekarno est contraint de transférer le pouvoir à Soeharto, promu président de la République dans la foulée et qui décrète aussitôt la dissolution du PKI. La chasse aux communistes fera près d'un million de morts. Pour y arriver, l'armée se fera aider par une série de « volontaires », truands et trafiquants de toutes sortes. Du côté américain, on salue le retour de l'Indonésie dans le « monde libre ». L'Indonésie réintègre l'ONU, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international que Soekarno lui avait fait quitter. Elle s'ouvre largement aux compagnies pétrolières occidentales. La dictature de Soeharto durera jusqu'en 1999. La famille et les amis de Soeharto s'en mettront plein les poches pendant 33 ans. Aujourd'hui, le temps a passé et la dictature fait théoriquement partie du passé,

mais d'un passé dont les dirigeants actuels n'ont pas honte. Lorsque le réalisateur Joshua Oppenheimer décide qu'il était temps d'évoquer les horreurs passées en tournant sur place et en donnant la parole aux descendants des victimes, il se heurte au refus des autorités. Il s'est donc résigné à demander aux auteurs du massacre de raconter leurs glorieux faits d'arme devant sa caméra. Tous ont fièrement collaboré en jouant leur propre rôle devant les caméras, accompagnés d'une figuration de villageois qui paraît peu rassurée.

Le résultat ? Pas franchement convainquant. Les bourreaux semblent cependant réaliser que leur rôle fut tout sauf glorieux. C'est en tentant d'exploiter cette petite faille que le réalisateur a rajouté une série d'interviews d'anciens bourreaux qui évoquent les événements (la torture, les exécutions) devant leurs enfants lesquels ne semblent pas franchement enthousiastes devant les faits d'armes de leurs papas.

Attention : le film est projeté en version sous-titrée anglaise.

L'ATTENTAT

Changement complet avec cet excellent film réalisé par le cinéaste libanais Ziad Doueiri à partir du roman de Yasmina Khadra

Un talentueux chirurgien palestinien, travaillant en Israël, reçoit du gouvernement un prix pour son travail. Il est le premier non-juif ainsi honoré officiellement. Dans son discours de remerciement, il analyse bien sa situation d'étranger toléré dans son propre pays. Les amis israéliens qui l'entourent semblent partager ses préoccupations. Seul regret, son épouse n'a pu l'accompagner, appelée au chevet d'un parent à Bethléem, en Cisjordanie occupée.

Et puis, après les félicitations, le sentiment de se sentir apprécié par la société israélienne, subitement, le ton change lorsqu'un attentat-suicide frappe un groupe d'enfants dans un restaurant voisin. La police israélienne a identifié le terroriste qui vient de se faire exploser : il s'agit de l'épouse du médecin. Il devient

immédiatement suspect de complicité. D'abord incrédule, il découvre que sa femme est descendue de l'autobus pour rejoindre le lieu de l'attentat. Pour comprendre, il décide d'aller retrouver sa famille en Jordanie. Et c'est une deuxième surprise : pour tout le monde là-bas, elle est morte en héroïne

dans l'attentat et sa photo est affichée sur tous les murs. C'est tout un pan inconnu de sa vie qu'il découvre. Il y a d'abord l'aspect le plus insupportable de l'attentat, surtout pour un médecin. Ce sont des enfants, non des militaires, qui ont surtout été frappés. Ceux qui commencent à lui parler lui révèlent que sa femme avait été horrifiée par ce qui s'était passé quelques années plus tôt à Jénine, un massacre perpétré au grand jour par l'état israélien dans un camp palestinien, peuplé aussi de familles avec enfants.

Et c'est la découverte progressive de cette situation de mépris dans laquelle l'État israélien tient ses « indigènes », une situation que son succès professionnel personnel lui avait fait oublier qui finit par s'imposer à lui lorsque ses anciens amis israéliens lui commandent de choisir le camp de ceux qui lui ont offert sa situation. Il refuse de condamner l'action de sa femme.

Aucun des personnages n'est condamné pour sa situation personnelle dans le drame : ils y sont tous impliqués. La raison de tout cela est au cœur du mythe fondateur de l'État d'Israël : une terre offerte par Dieu à ses adorateurs dont il faut seulement expulser les habitants. En fait, les historiens sérieux, à commencer par les archéologues israéliens, commencent peu à peu à découvrir que ces palestiniens « arabes » sont en fait les descendants des hébreux restés en Palestine après la destruction par les romains du temple de Jérusalem il y a 2.000 ans et convertis à l'Islam lors des invasions arabes. Bien entendu, ceci n'est QUE la vérité historique. ■



Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir. Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 11 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !

Où trouver le DR ?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Gand** : De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière** : Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège** : Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons** : Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur** : Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai** : Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre** : Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

Bruxelles : Kiosque ULB, 22 avenue Paul Héger, 1000 Bruxelles • Press Shop Place De Brouckère, 1000 Bruxelles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Librairie Rouppe, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles.

Sommaire

L'INVITÉ DU DR

À bâtons rompus avec
Jean Verstappen • pp. 2-4

DOSSIER DEXIA

Dexia : serpents marins et couleuvres à avaler

François D'Agostino • p. 5

Dexia la désaxée

Thierry Verhoeven • p. 6

Le Crédit Communal, une gentille petite banque belge

Robert Tangre • p. 7

LES LUTTES

Non au pacte scélérate

Soutien aux travailleurs de l'ERT • p. 8

REGARDS

Chronique du temps qui passe

Vladimir Caller • p. 9

INTERNATIONAL

Carnets d'Amérique latine

Thierry Pignolet • pp. 10-11

SOCIAL

Les fausses mesures pour l'emploi

Marina Heukmes • p. 12

Les CPAS en danger

Serge Luchet • p. 17

DÉBAT

L'euro : stop ou encore ?

Vladimir Caller • pp. 13 & 15

INITIATIVE

Une démarche solidaire • p. 14

TRACES D'HISTOIRE

Espagne et Afrique du Sud • p. 16

LECTURES

Après l'euro : le peuples ? • p. 18

CINÉMA

La violence terroriste en question

Robert Waeles • p. 19



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement
Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Du nouveau pour nous contacter :
Veuillez noter notre nouvelle adresse mail :
drapeau.rouge.pc@gmail.com

Adresse : 4, rue Rouppe • 1000 Bruxelles
tél. : 0494 35 39 34 • 02 537 66 81

Abonnement 11 numéros : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

Nouveau Compte en banque :

IBAN BE 89 000-4118511-85

ATTENTION ! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !